

L'EDITO

Pascal Martin L'INTEGRATION ? RÉUSSIE OU NON, PARLONS-EN

Un chiffre : 55 % des personnes qui ont répondu à l'enquête que nous publions aujourd'hui estiment que l'intégration est un échec. Selon que le verre soit à moitié vide ou à moitié plein, on peut estimer qu'un Belge sur deux se montre critique quant à la manière dont les migrants et leurs descendants ont intégré le tissu social belge. Ou au contraire se réjouir du chemin qu'ils ont déjà accompli.

« Cet attentat marque-t-il, selon vous, un échec de l'intégration ? » Poser cette question en toute transparence confirme aussi qu'un tabou est tombé. Il y a quelques années, lorsque Merkel, Cameron et Sarkozy y répondirent par l'affirmative, leurs adversaires les accusèrent d'ouvrir la boîte de Pandore. Ces derniers entendaient ne pas s'aventurer dans un dédale aux mille et un pièges. La montée des populismes et de l'extrême

droite en Europe a bouleversé la donne, obligeant les partis traditionnels à se mouiller.

Chacun a bien sûr son opinion sur les bonheurs et les accidents

de l'intégration. Mais il faut alors répondre à cette autre interrogation : lorsque nous constatons

« L'articulation des rapports humains doit s'équilibrer par la démocratie »

son échec, pensons-nous en priorité à la responsabilité de ceux qu'elle concerne au premier chef ? Ou plutôt aux politiques qui ont été mises en place pour - théoriquement - atteindre les buts visés ?

Dans le premier cas, nous pointons les fils et filles de l'immigration comme s'ils représentaient un bloc homogène, ce qu'ils ne sont pas. Dans le second, nous admettons avoir été incapables de gérer les conséquences du mouvement de population maghrébine que nous avons nous-mêmes provoqué dans les années 60, afin de satisfaire aux exigences d'une industrie gourmande en main d'œuvre.

Gageons que la vérité est autrement nuancée que ces propos binaires. Et réjouissons-nous plutôt de voir qu'il reste un espace de discussion possible, que tout n'est pas fichu comme l'affirment les fatalistes et, plus dangereusement, les démagogues de tout poil.

Mais si l'on estime que le débat reste possible, l'autre enseignement de notre sondage est bien qu'il ne faut plus trop tarder. Le

gouvernement Michel sera heureux d'apprendre que les mesures de sécurité avaient la cote dans l'opinion (89 %) avant même les événements verviétois. Il reste que, dans une société bien née, l'articulation des rapports humains doit s'équilibrer par l'alchimie de la démocratie, non par la présence de l'armée dans les rues.

Si un défaut d'intégration sociale, politique et économique peut receler les ferments du terrorisme, il faut au plus vite le gommer. Il y va du bien-être et de la sécurité de chacun. Une minorité d'agités et de terroristes ne peut conditionner la marche de toute une société.